

gouvernements; les ventes commerciales au compte-capital (constitution de capital au pays, y compris les inventaires); et les ventes aux étrangers (exportations). Le total de ces ventes comprend les importations de biens et services. Comme il s'agit de ne mesurer que la production du travail et du capital des résidents du Canada, les importations de biens et services sont déduites.

Ainsi, la dépense nationale brute indique de quelle façon est employée la production annuelle. En 1928, la dépense des particuliers en biens de consommation et services absorbe à peu près 70 p. 100 de la production, tandis que la dépense de l'État en biens de consommation et services représente environ 10 p. 100 et les placements au Canada en installations industrielles, outillage, logement et inventaires, environ 19 p. 100. En 1933, durant la pire période de la dépression, les pourcentages varient sensiblement pour s'établir respectivement à 82 p. 100, 15 p. 100 et 3 p. 100 environ. En 1939, dernière année d'avant-guerre, la répartition revient à peu près à celle de 1928, soit 69 p. 100, 13 p. 100 et 16 p. 100. L'expansion extraordinaire de la production durant la guerre est absorbée en grande partie par la dépense de l'État pour fins militaires, de sorte que la dépense du consommateur en 1944 n'absorbe que 53 p. 100 de la production totale, tandis que celle de l'État en absorbe 43 p. 100. La dépense en placements est relativement faible. En 1947, la répartition change encore sensiblement. La réduction de la dépense de l'État est plus que contre-balancée par l'augmentation de la dépense du consommateur, qui absorbe 66 p. 100 de la production nationale, et le niveau extraordinairement élevé des placements qui représentent 22 p. 100, le plus fort pourcentage depuis 1926.

**Revenu des particuliers.** Certains revenus découlant de la production ne sont pas versés aux particuliers, e.g. profits non distribués, profits des entreprises de l'État, etc. Par ailleurs, certains revenus reçus par les particuliers ne sont pas une rétribution de l'activité productive courante, e.g. prestations d'assurance-chômage. Le revenu des particuliers est la somme des rentrées courantes de revenu, qu'elles découlent ou non de l'activité productive. Il embrasse ainsi les salaires, le revenu net de l'entreprise non sociétaire, l'intérêt, les dividendes et loyers nets des personnes, ainsi que les paiements de transferts de l'État, comme les allocations familiales, les prestations d'assurance-chômage et les gratifications de guerre. Le tableau 3 indique que le revenu des particuliers atteint son sommet d'avant-guerre en 1928, à 4,547 millions de dollars. Il commence à fléchir en 1929 et touche un bas de 2,758 millions en 1933. Il reprend alors son ascension et atteint 4,291 millions de dollars en 1939. La hausse s'accélère durant et après la guerre et le revenu des particuliers atteint un sommet de 10,279 millions de dollars en 1947.

Dans l'interprétation de ces chiffres, il faut tenir compte de deux facteurs: d'abord, les fluctuations des chiffres doivent être mises en rapport avec la puissance d'achat du dollar; une hausse des prix abaisse effectivement le revenu, tandis qu'une baisse l'élève. Ensuite, le montant dont disposent les personnes pour l'achat et l'épargne ne représente pas tout le revenu des particuliers, mais seule la partie qui reste après le paiement des taxes directes. Ce total s'appelle ordinairement le revenu disponible.